



**CONSEJO DE
LA UNIÓN EUROPEA**

**Bruselas, 14 de marzo de 2011 (15.03)
(OR. fr)**

7342/11

DROIPEN 16

NOTA DE TRANSMISIÓN

De:	Sr. F. Biltgen, Ministro de Justicia del GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO
Fecha:	28 de febrero de 2011
A:	Secretaría General del Consejo de la Unión Europea D. Ivan Bizjak, Director General de la DG H, "Justicia y Asuntos de Interior"
Asunto:	Transposición de la Decisión marco 2008/913/JAI del Consejo, de 28 de noviembre de 2008 , relativa a la lucha contra determinadas formas y manifestaciones de racismo y xenofobia mediante el Derecho penal

Señor Secretario General:

Me complace informarle de que Luxemburgo ha traspuesto la Decisión marco de referencia mediante Ley de de fecha 13 de febrero de 2011.

En aplicación del artículo 1.4 de la Decisión marco, Luxemburgo desea formular la siguiente declaración:

Luxemburgo declara que únicamente considerará como punible la negación o trivialización flagrante de los crímenes a que hace referencia el apartado 1, letras c) y d) de la Decisión marco si dichos crímenes han sido establecidos por resolución firme de un tribunal luxemburgués o internacional.

(Fórmula de cortesía)

François BILTGEN

Art. 4. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Château de Berg, le 13 février 2011.
Henri

Loi du 13 février 2011 portant modification de l'article 457-3 du Code pénal.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 27 janvier 2011 et celle du Conseil d'État du 1^{er} février 2011 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. L'article 457-3 du Code pénal est modifié comme suit:

«**Art. 457-3.** (1) Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou de l'une de ces peines seulement celui qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, a contesté, minimisé, justifié ou nié l'existence d'un ou de plusieurs crimes contre l'humanité ou crimes de guerre tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 et qui ont été commis soit par les membres d'une organisation déclarée criminelle en application de l'article 9 dudit statut, soit par une personne reconnue coupable de tels crimes par une juridiction luxembourgeoise, étrangère ou internationale.

(2) Est puni des mêmes peines ou de l'une de ces peines seulement celui qui, par un des moyens énoncés au paragraphe précédent, a contesté, minimisé, justifié ou nié l'existence d'un ou de plusieurs génocides tels qu'ils sont définis par la loi du 8 août 1985 portant répression du génocide et par l'article 6 du Statut de la Cour pénale internationale, ainsi que des crimes contre l'humanité et crimes de guerres, tels qu'ils sont définis aux articles 7 et 8 du Statut de la Cour pénale internationale et reconnus par une juridiction luxembourgeoise ou internationale.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de la Justice,
François Biltgen*

Château de Berg, le 13 février 2011.
Henri

Doc. parl. 6126; sess. ord. 2009-2010 et 2010-2011.
